

SAKONG IL

Représentant personnel du Président de la République de Corée

Je voudrais commencer par féliciter l'Ifri, sous la direction du Président Montbrial, pour avoir organisé la World Policy Conférence à ce moment très opportun alors que la gouvernance mondiale est mise à rude épreuve. C'est un grand privilège pour moi de participer à cette conférence. Je remercie les organisateurs de m'avoir invité.

Compte tenu des contraintes de temps, je voudrais faire quelques remarques d'ordre général concernant la réforme de la gouvernance économique mondiale et la tourmente financière actuelle. S'il me reste du temps, je serai heureux d'entrer dans plus de détails.

Situation actuelle du monde

La structure actuelle du pouvoir mondial est unique en ce sens qu'elle n'est ni purement unipolaire ni multipolaire. Il ne fait aucun doute que les États-Unis sont toujours une puissance dominante, une superpuissance. Mais avec les États-Unis, il existe plusieurs grandes puissances. Telle qu'elle est, certains chercheurs décrivent la structure du pouvoir mondial actuel comme "uni-multipolaire" et quelques autres vont jusqu'à l'appeler "nonpolaire".

Contrairement à ce qui se passait dans l'ancien monde unipolaire, avec l'équilibre du pouvoir mondial actuel on s'attend à ce que la prise de décision au niveau de la communauté internationale soit plus compliquée et prenne plus de temps. Par contre, le système de Bretton Woods a été créé avant même la fin de la Seconde Guerre mondiale et le GATT, immédiatement après la guerre. Je suppose que les négociations de Doha actuellement au point mort peuvent être vues sous cet angle. Je suis de tout coeur avec Pascal Lamy dont la tâche difficile est de tenter de faire en sorte que les négociations de Doha ressuscitent.

Pour rendre la situation encore plus difficile, la seule superpuissance, les États-Unis, ne joue pas un rôle de leadership actif. Bien entendu, au cours de la guerre froide, les États-Unis avaient à la fois de fortes motivations et des moyens pour assumer leur rôle de chef de file mondial qui impliquait évidemment des coûts économiques.

En termes de motivation, pendant la guerre froide, les États-Unis appliquaient la doctrine de Truman par laquelle ils s'étaient engagés à stopper la propagation du communisme dans le monde libre. Il y avait aussi une très forte motivation économique pour les États-Unis. Immédiatement après la guerre, les États-Unis possédaient presque la moitié de la capacité de production industrielle mondiale. Pour utiliser cette capacité, les États-Unis avaient de toute évidence besoin d'une demande de la part du reste du monde. La mise en place du plan Marshall pour l'Europe et du plan Dodge pour le Japon, destinés à leur redémarrage économique, et la création du système GATT-Bretton Woods pour instituer la stabilité financière globale et un environnement de libre-échange pour le monde entier, peut être comprise à cette aune.

Actuellement, toutefois, la guerre froide est terminée et l'économie américaine n'est pas aussi forte qu'avant. En outre, sa position relative dans le monde a sensiblement diminué. En conséquence, les États-Unis d'aujourd'hui n'ont pas assez de motivations et de moyens pour exercer un leadership mondial fort. Cette situation actuelle a abouti à un « déficit global de leadership » pour la communauté internationale.

En raison du déficit de leadership mondial, des progrès insuffisants ont été accomplis dans le domaine de la réforme de l'architecture financière internationale bien qu'il y ait eu des discussions approfondies sur la question immédiatement après la crise financière asiatique de 1997-98. Les progrès réalisés jusqu'à présent a été suffisamment maigres pour être qualifiés de "modeste redécoration intérieure". Cette rénovation a été faite surtout pour les économies émergentes, en "reportant les responsabilités sur les marchés émergents". N'oubliez pas que le capitalisme sauvage de type asiatique et les problèmes d'aléa moral dans les pays émergents étaient alors les expressions les plus populaires.

D'autre part, le mandat du FMI pour la surveillance des économies avancées, y compris des États-Unis, n'a pas été correctement exécuté. Et l'appel à une coopération et à une coordination plus étroites entre les services nationaux de contrôle et les organismes de réglementation n'a pas été pleinement entendu à ce jour.

Nouveau système de gouvernance mondiale et coopération régionale

La modification de l'équilibre du pouvoir économique mondial exige une réforme majeure du système de gouvernance mondiale actuel. Tout d'abord, son infrastructure institutionnelle, qui a été mise en place dans les années 1940, doit être réformée afin de la rendre politiquement plus légitime et opérationnellement plus efficace. Il est certain que les institutions de Bretton Woods et du G-7 sont concernées. À cet égard, je pense que la proposition du Président Sarkozy d'agrandir le G-7 en un G-13/14 va dans la bonne direction.

Toutefois, je dois dire que les pays à inclure dans le G-13/14 devraient être plus soigneusement sélectionnés. La sélection devrait être basée à la fois sur leur poids économique et sur leur éventuelle contribution à l'élaboration d'un système de gouvernance mondiale solide. Je voudrais voir mon pays, la Corée, être incluse sur la base de ces deux paramètres. Je veux juste vous rappeler le fait que la Corée a une expérience de premier plan à la fois en termes de développement économique rapide et de crise financière. La Corée étant membre de l'OCDE, elle peut être le pays de choix pour servir d'intermédiaire entre pays développés et en voie de développement pour résoudre les différends au sein du groupe.

En ce qui concerne la réforme des institutions de Bretton Woods, le mandat du FMI doit être modifiés sur de nombreux points. Un point important serait le régime des taux de change pour que le FMI puisse être impliqué activement dans la conception des régimes de taux de change et pour renforcer son influence sur les régulations financières et les autorités de surveillance. Bien entendu, le mandat devrait être exercé équitablement à la fois pour les pays développés et en voie de développement. Les autres points de la réforme des institutions de Bretton Woods, concernent la répartition des droits de vote, la répartition des sièges du conseil exécutif et la sélection des dirigeants de ces institutions. En ce qui concerne les droits de vote, la réunion de 2006, FMI / Banque mondiale à Singapour, a ajusté les quotas de certains des pays sous-représentés, y compris la Chine, le Mexique, la Turquie et la Corée. Malgré tout, le poids des principales économies émergentes n'est pas encore pleinement pris en compte. Par ailleurs, aucun débat sérieux n'a encore été engagé sur la sélection des dirigeants des deux institutions.

Mon deuxième point concerne le renforcement du système de gouvernance au niveau régional pour compenser la faiblesse du système de gouvernance mondiale. Tout d'abord, je voudrais voir la communauté internationale encourager plutôt que décourager, des accords de coopération au niveau régional dans la mesure où leurs modes de fonctionnement sont compatibles avec ceux des institutions multilatérales.

À cet égard, je voudrais voir la soi-disant Initiative de Chiang Mai (CMI) de l'ASEAN+3 se transformer en un véritable organe monétaire régional, à condition que son mode de fonctionnement reste compatible avec celui du FMI. D'ailleurs, l'Initiative de Chiang Mai, qui a débuté comme un réseau d'accords bilatéraux a été récemment autorisée par le pays de l'ASEAN+3 à se transformer en une réserve de ressources financières multilatéralisées. À ce sujet, je voudrais dire que la mobilisation de fonds de l'ensemble de l'UE, proposée par le président Sarkozy pour faire face à la crise bancaire, n'est pas une mauvaise idée. En plus d'une brigade de pompiers de village, il est utile de disposer des extincteurs des voisins, à condition qu'ils ne jettent pas d'huile sur le feu.

La contagion est une manifestation de vie dans cette période de profonde intégration économique et financière. Ainsi, de tels accords régionaux peuvent aider à prévenir une éventuelle contagion à travers le monde par la résolution de crises au niveau régional.

Crise financière mondiale actuelle

Maintenant, je voudrais faire quelques remarques sur la crise financière mondiale actuelle. Mon premier point est qu'elle ne devrait pas être considérée comme un échec du système financier libéral lui-même. C'est plutôt le régime de surveillance et de régulation inapproprié et mal mis en œuvre qui est à blâmer. Nous avons tous appris de la crise financière asiatique de 1997-98 une leçon très importante. La leçon est que, dans le marché financier, surveillance

avisée et réglementation sont absolument nécessaires pour que les marchés financiers fonctionnent efficacement. Elle suggère qu'il est extrêmement important que le processus de libéralisation des marchés se fasse progressivement en respectant des étapes. Plus spécifiquement parlant, avant la libéralisation des marchés financiers, il est nécessaire d'avoir en place une infrastructure efficace d'encadrement et de régulation, et une volonté de renforcement des capacités de contrôle en particulier pour les économies émergentes. En fait, il existe un consensus sur ce point chez les économistes et les décideurs politiques. Je suppose que l'on peut dire qu'il s'agit d'un nouveau "consensus de Washington". Actuellement, il n'y a plus de voix pour prôner une libéralisation à la hussarde des marchés financiers des économies émergentes. Au lieu de cela, une approche ordonnée et bien échelonnée de la libéralisation est recommandée.

Ce que je crains actuellement c'est que le pendule de la réglementation aille vers l'autre extrême. Nous avons besoin d'une régulation adaptée et d'organes de contrôle maniés correctement. Mais la crise financière actuelle ne devrait pas être utilisée comme prétexte pour revenir à un étatisme financier.

Le deuxième point est que la communauté internationale devrait prêter une attention particulière à la possibilité de résurgence du protectionnisme, du nationalisme et de l'anti-mondialisme. Une conférence comme celle-ci, où les dirigeants politiques et les grands intellectuels mondiaux sont réunis, devrait exprimer sa préoccupation commune à cet égard. Plus précisément, je voudrais voir une déclaration ferme de soutien à la reprise des négociations de Doha.

Nous avons tous appris de l'histoire qu'aucun pays n'a jamais connu une prospérité durable sans profiter activement de la mondialisation. L'histoire de la Corée du Sud par rapport à ses frères du Nord illustre ce point avec éclat. Tous les pays du monde devraient tout faire pour profiter pleinement des avantages de la mondialisation, tout en minimisant ses inconvénients. Un renforcement de l'architecture financière internationale adaptée à l'évolution de l'environnement mondial sera d'une importance capitale comme base de la réussite.